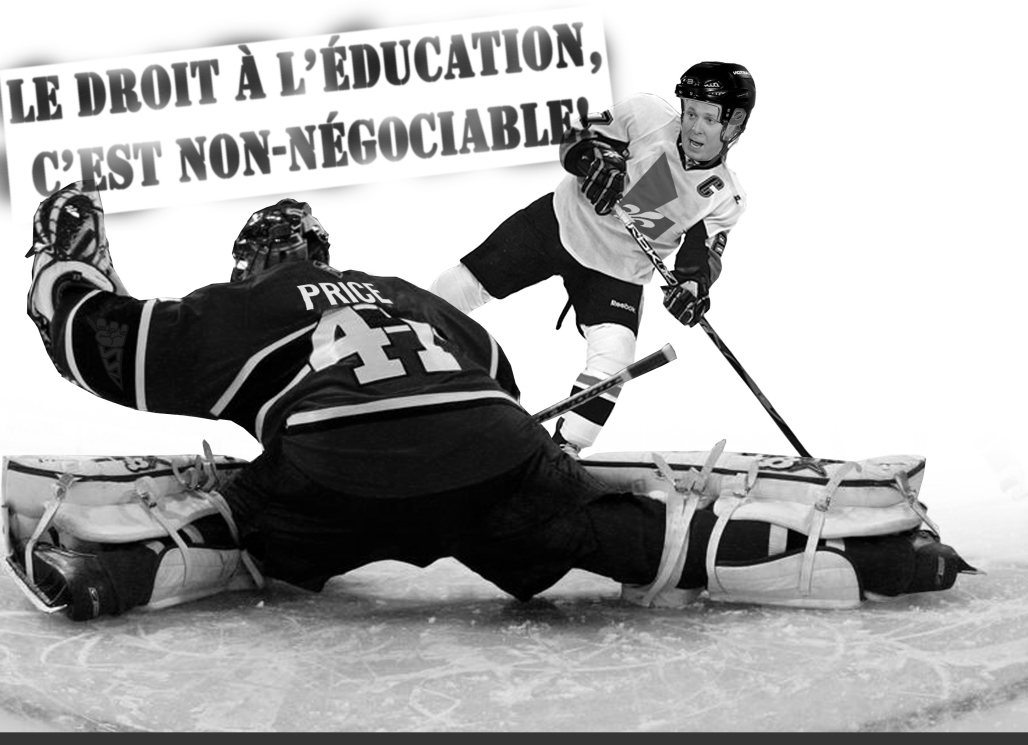


ARRÊTONS LA HAUSSE DES FRAIS

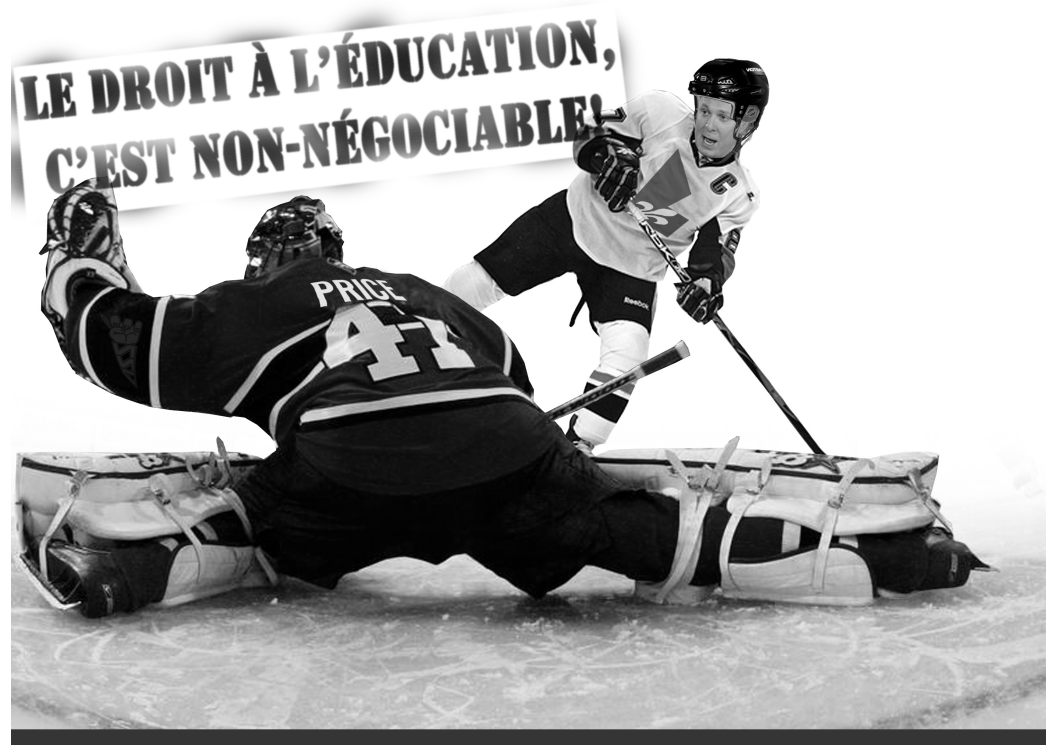


«Si on joue au hockey,
est-ce qu'on peut avoir 200 millions
nous aussi ?»

La nouvelle hausse des frais de scolarité
annoncée par le gouvernement Charest
n'est pas inévitable.

Il s'agit d'un choix
politique délibéré

ARRÊTONS LA HAUSSE DES FRAIS



«Si on joue au hockey,
est-ce qu'on peut avoir 200 millions
nous aussi ?»

La nouvelle hausse des frais de scolarité
annoncée par le gouvernement Charest
n'est pas inévitable.

Il s'agit d'un choix
politique délibéré

Pour la construction du nouvel amphithéâtre de la Ville de Québec, le gouvernement provincial s'est engagé à investir jusqu'à 200 millions. À l'opposé, il prévoit d'augmenter encore plus les frais de scolarité à l'université : les étudiant-e-s devront payer 1625\$ de plus par année ! Pour un total de près de 4000\$ en frais de scolarité par année ! Et combien cette augmentation lui rapportera au total ? Un maigre 250 millions, sur un budget d'un peu moins de 6 milliards pour les universités québécoises.

Alors que le dernier budget provincial attaque de front la plupart des services publics, on assiste à un véritable détournement des fonds publiques : au lieu d'être mis dans des projets qui visent à réduire les inégalités sociales (comme l'éducation ou la santé), on favorise l'investissement massif dans des structures soutenant déjà des secteurs richissimes.

Au final, où sont les priorités du gouvernement ? Pour financer un projet qui ne changera rien aux conditions de vie de l'ensemble de la population québécoise, il est prêt à débloquer des millions. Mais pour aider les étudiant-e-s, les femmes ou les pauvres ? Si peu. Alors que un-e étudiant-e universitaire fini son baccalauréat avec en moyenne 12 000\$ de dettes, que les services d'interruption volontaire de grossesse sont transférés du système public aux cliniques privées par manque de fonds et que les commissions scolaires se voient imposer des coupures de 110 millions au nom de l'effort budgétaire, il semble qu'il est plus payant électoralement de parler de hockey de que de s'occuper du bien-être de la population.

Finalement, ajoutons qu'il est faux de croire que la question de la hausse des frais de scolarité ne concerne que les étudiant-e-s. Cette hausse n'est que le symptôme d'une dérive de plus en plus grande de la société québécoise vers un modèle individualiste d'utilisateur-payeur et un abandon des principes de solidarité sociale et d'égalité des chances. Favoriser l'accessibilité aux études ou financier des projets immobiliers pour le bénéfice de certains empires médiatiques ? Notre choix est fait et nous allons continuer à nous opposer à ce gouvernement impopulaire. Et vous ?

Une initiative du Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM).
Pour plus d'informations, visitez le : www.asse-solidarite.qc.ca

Pour la construction du nouvel amphithéâtre de la Ville de Québec, le gouvernement provincial s'est engagé à investir jusqu'à 200 millions. À l'opposé, il prévoit d'augmenter encore plus les frais de scolarité à l'université : les étudiant-e-s devront payer 1625\$ de plus par année ! Pour un total de près de 4000\$ en frais de scolarité par année ! Et combien cette augmentation lui rapportera au total ? Un maigre 250 millions, sur un budget d'un peu moins de 6 milliards pour les universités québécoises.

Alors que le dernier budget provincial attaque de front la plupart des services publics, on assiste à un véritable détournement des fonds publiques : au lieu d'être mis dans des projets qui visent à réduire les inégalités sociales (comme l'éducation ou la santé), on favorise l'investissement massif dans des structures soutenant déjà des secteurs richissimes.

Au final, où sont les priorités du gouvernement ? Pour financer un projet qui ne changera rien aux conditions de vie de l'ensemble de la population québécoise, il est prêt à débloquer des millions. Mais pour aider les étudiant-e-s, les femmes ou les pauvres ? Si peu. Alors que un-e étudiant-e universitaire fini son baccalauréat avec en moyenne 12 000\$ de dettes, que les services d'interruption volontaire de grossesse sont transférés du système public aux cliniques privées par manque de fonds et que les commissions scolaires se voient imposer des coupures de 110 millions au nom de l'effort budgétaire, il semble qu'il est plus payant électoralement de parler de hockey de que de s'occuper du bien-être de la population.

Finalement, ajoutons qu'il est faux de croire que la question de la hausse des frais de scolarité ne concerne que les étudiant-e-s. Cette hausse n'est que le symptôme d'une dérive de plus en plus grande de la société québécoise vers un modèle individualiste d'utilisateur-payeur et un abandon des principes de solidarité sociale et d'égalité des chances. Favoriser l'accessibilité aux études ou financier des projets immobiliers pour le bénéfice de certains empires médiatiques ? Notre choix est fait et nous allons continuer à nous opposer à ce gouvernement impopulaire. Et vous ?

Une initiative du Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM).
Pour plus d'informations, visitez le : www.asse-solidarite.qc.ca